



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# MARCHE DE TRAVAUX RELATIF A LA TRANSFORMATION DE SALLES DE REUNION EN CENTRE OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL AVEC CREATION DE SALLES DE SITUATION, DE DECISION, D'ANTICIPATION IMPLANTEE A LA PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Numéro de consultation : PREF41-2026-COD**

**Procédure de passation :** Procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP).

**Code CPV : 45454000 – Travaux de restructuration**

Le présent RC comporte les annexes suivantes :

<b>Annexe 1</b>	Formulaire DC1
<b>Annexe 2</b>	Formulaire DC2
<b>Annexe 3</b>	Cadre de réponse technique

**DATE ET HEURE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES**

**lundi 6 avril 2026 12h00**

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT.....	3
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 6 – LIEU D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	5
ARTICLE 7 – VARIANTES.....	5
ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	5
ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	5
ARTICLE 10 – INFORMATIONS AUX CANDIDATS .....	6
10.1. Contenu des documents de la consultation.....	6
10.2. Modalités de retrait des documents de la consultation .....	7
10.3. Modalités de transmission des offres .....	7
10.4. Date et heure de réception des plis.....	9
10.5. Demandes de renseignements complémentaires.....	9
10.6. Modification des documents de la consultation.....	9
10.7. Prolongation du délai de réception des offres .....	10
10.8. Visite sur site.....	10
ARTICLE 11 - CONTENU DES CANDIDATURES .....	10
11.1. Motifs d'exclusion.....	10
11.2. Conditions de participation.....	10
11.3. Groupement d’opérateurs économiques.....	10
11.4. Précisions concernant la sous-traitance.....	12
ARTICLE 12 - EXAMEN DES CANDIDATURES.....	12
ARTICLE 13 - EXAMEN DES OFFRES .....	12
ARTICLE 14 - JUGEMENT DES OFFRES .....	13
14.1. Critères d'attribution .....	14
14.2. Méthode de notation des offres .....	14
ARTICLE 15 - TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES.....	15
ARTICLE 16 - MODALITE DE TRANSMISSION DES PLIS.....	15
ARTICLE 17 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	15
17.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	16
17.3. Signature du marché.....	16
ARTICLE 18 - LANGUE .....	17
ARTICLE 19 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE.....	17
ARTICLE 20 - UNITE MONETAIRE.....	18
ARTICLE 21 - CONTENTIEUX .....	18
ARTICLE 22 – NOTIFICATION.....	18

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Cette consultation a pour objet la passation d'un marché de travaux relatif à la transformation de salles de réunion en centre opérationnel de défense (COD) avec création de salles de situation, de décision, d'anticipation implantée au 3ème étage de la préfecture de Loir-et-Cher.

Les salles actuelles ne correspondent pas aux besoins ni aux dispositions ORSEC générales qui définissent le principe de fonctionnement du COD, son organisation ainsi que les missions de chaque acteur. Suite au retour d'expériences, le SIDPC a réalisé un cahier des charges afin d'améliorer la performance du centre de crise, rendre les locaux plus adaptés aux besoins et intégrer au niveau matériel / organisationnel, les nouveaux moyens de communication entre les acteurs de la gestion de crise.

<b>Maître d'Ouvrage</b>	Monsieur le Préfet
<b>Maître d'œuvre et conduite d'opération</b>	SGCD41
<b>COPIL</b>	Directeur de cabinet et directeur, SGCD
<b>COTECH</b>	SIC / SIDPC /BMEC/LOG
<b>CSPS</b>	PRESENTS

Deux ressources sont en assignations spéciales pendant la durée du projet. Il n'est pas impossible qu'ils interviennent ponctuellement sur d'éventuels problèmes. Ces ressources sont :

- Le référent sécurité de la Préfecture ;
- Les personnels d'astreintes ;
- CSPS.

Les prestations attendues sont décrites aux CCTP.

Il est fait application du **CCAG-TRAVAUX** approuvé par arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

Le présent document est commun à l'ensemble des corps d'état

## ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique (CCP).

## ARTICLE 3 ALLOTISSEMENT

Par dérogation à l'article L.2113.11 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer ce marché en raison de la spécificité et de la complexité des travaux attendus au titre de ce marché sur un site sensible et réglementé.

La présente consultation n'est pas allouée.

Les prestations attendues au titre du marché sont les suivantes :

N°	prestations
1	<b>Démolition, plâtrerie, faux-plafond</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestations de protection du sol des cheminements et ascenseurs ;</li> <li>• Amené, mise à disposition et replis échafaudage ;</li> <li>• Évacuation et traitement des déchets ;</li> <li>• Dépose de cloisons pleines et cloison sur allège, reprise des plâtreries sous-rampant, vitrage en conservation ;</li> <li>• Fourniture et pose de cloisons de type placostill avec isolation acoustique ;</li> <li>• Fourniture de plâtrerie sous rampant avec isolation thermique ;</li> <li>• Fourniture et pose de faux-plafond en dalle acoustique ;</li> <li>• Fourniture de plinthe en bois à peindre ;</li> <li>• Fourniture et pose de faux-plafonds acoustique suspendus de type TEXAA</li> <li>• Nettoyage des locaux</li> </ul>
2	<b>Menuiseries intérieures</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sanctuarisation de la zone chantier par une cloison en bois toute hauteur avec porte d'accès avec béquille à code ;</li> <li>• Fourniture et pose de blocs porte acoustique ;</li> <li>• Mobiliers ;</li> <li>• Fourniture et pose de meuble avec étagères et façades ouvrances. Finition extérieure revêtement effaçable à sec et magnétique ;</li> <li>• Fourniture et pose de tables ;</li> <li>• Fourniture et pose de prise de courant, rj45 sur mobilier.</li> </ul>
3	<b>Électricité courant fort et faible, éclairage</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coffret de chantier</li> <li>• Dépollution de l'ensemble des réseaux RTC existant</li> <li>• Dépose éclairage existant et téléviseur et sirène murale</li> <li>• Réacheminement des réseaux informatique existant</li> <li>• Raccordement de prise de courant, rj45 sur mobilier et contrôle d'accès en apparent sous goulotte</li> <li>• 3 câbles coaxiaux qui devront être tirés entre le Toit de la Pref et le local COD</li> <li>• (Pour la HF (0-30MHz), coaxial type RG213U (-3dB/100m à 28MHz) - Pour la VHF (145MHz), coaxial type Cellflex 1/2" ou Ecoflex 15 (-3dB/100m à 144MHz) - pour la UHF (430MHz), coaxial type Cellflex 1/2" ou Ecoflex 15 (-6dB/100m à 435MHz) )</li> <li>• Fourniture et pose d'appareillages, commandes et alimentations d'éclairages</li> <li>• Fourniture et pose d'alimentations des organes de traitements d'air, ventilations, climatisations.</li> <li>• Onduleurs à déplacer en salle 307, raccordement, essai.</li> </ul>
4	<b>CVC</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'une production de chauffage et de climatisation, de renouvellement d'air pour chaque espace y compris salle serveurs avec un fonctionnement indépendant et sondes locales ;</li> <li>• Dépose d'un radiateur et neutralisation du réseau existant.</li> <li>• Dépose des 4 dispositifs de climatisation dans chaque espace</li> </ul>
5	<b>Store et dispositifs acoustiques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Motorisation électrique des stores existant sur terrasse ;</li> <li>• Dépose du store existant sous verrière ;</li> <li>• Fourniture et pose de stores extérieurs sur verrière avec commande électrique ;</li> <li>• Fourniture et pose de panneaux acoustiques dans chaque espace.</li> </ul>

6	<b>Contrôle d'accès</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Fourniture, pose, paramétrage de lecteurs de badges relié au contrôle d'accès existant.</li> </ul>
7	<b>Peintures et revêtements de sols, plancher technique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Peinture de l'ensemble des surfaces de murs et plafonds sous rampant, portes ;</li> <li>Fourniture et pose de revêtements de sols à très haute performance acoustique en absorption des bruits ambiants, chocs sur dalle.</li> <li>Fourniture et pose d'un plancher technique de type COMEY ou similaire approuvé par MOA, de faible épaisseur, (variantes)</li> </ul>

#### ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

En application des articles R.2161-1 à R.2162,9 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, les prestations de la présente consultation donne lieu à un marché **mono-attributaire**. Les prestations attendues au titre des prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche des différentes prestations du marché.

#### ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de **8 mois** à compter de sa date de notification.  
La réception des travaux est prévue **le 2 décembre 2026**. (voir planning joint)

#### ARTICLE 6 – LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux auront lieu au sein de la **Préfecture de Loir-et-Cher 1 place de la République 41000 BLOIS** .

#### ARTICLE 7 – VARIANTES

Des variantes sont sollicitées par le pouvoir adjudicateur concernant le plancher technique sur 121 m<sup>2</sup> en offre de base et 48 m<sup>2</sup> en variante.

#### ARTICLE 8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, le pouvoir adjudicateur fait application des articles L2112-2 à L 2112-4 du CCP, en prévoyant des conditions d'exécution relative à la collecte et au recyclage des matériels et équipements, à la récupération / réutilisation des emballages utilisés et aux modalités d'élimination des déchets notamment des déchets de chantier et à la tenue propre du site.

Les pièces reconditionnées sont également acceptées sous réserve de répondre aux impératifs de sécurité. Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la condition d'exécution ou sur les spécifications techniques, sous peine de voir leur offre déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Le titulaire veillera également à préserver l'environnement (empreinte carbone) et optimiser ses déplacements. Des précisions sont demandées au titre des critères de sélection.

La présente consultation comprend également un critère environnemental comme critère d'attribution conformément à l'article R2152-7 du CCP.

## ARTICLE 9 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

### → Protection des données à caractère personnel des candidats à la présente procédure

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

### → Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

**BOUSQUET Pierre PREF41** <pierre.bousquet@loir-et-cher.gouv.fr>

### → Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

**BOUSQUET Pierre PREF41** <pierre.bousquet@loir-et-cher.gouv.fr>

### → Coordonnées du délégué à la protection des données :

M. le délégué ministériel à la protection des données

Ministère de l'intérieur

Place Beauvau, 75800 Paris

Delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr

### → Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

### → Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

### → Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

### → Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat. Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données. La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## ARTICLE 10 – INFORMATIONS AUX CANDIDATS

### 10.1. Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

### → Le présent règlement de consultation et ses annexes :

- Annexe 1 : DC1
- Annexe 2 : DC2
- Annexe 3 : Cadre de réponse technique (CRT)

➔ **l'acte d'engagement et ses annexes financières :**

- Annexe 1 : Bordereau des prix forfaitaires

➔ **Le cahier des clauses administratives particulières**

- Annexes 1 : Procédure de dématérialisation de la facturation

➔ **Le cahier des clauses techniques particulières décrivant les prestations attendues au titre des différents corps d'état.**

1. Plan intérieur, périmètre du projet.
2. Plan 2 faux-plafond.
3. Plan 3 revêtement de sol et plancher technique (variantes).
4. Plan portes et contrôle d'accès.
5. Plan CVC.
6. Mobiliers menuiserie.
7. Plan courant fort et faible.
8. Annexe 1 salle de situation
9. Annexe 2 salle de décision
10. Annexe 3 schéma fonctionnel
11. Annexe 4 suspension
12. Annexe 5 synoptique produits

**Nota : Le candidat veillera à compléter l'ensemble des documents mis à sa disposition pour chacune des prestations auquel il candidate et à les nommer de façon à pouvoir identifier facilement les documents. Pour les fichiers calc., le candidat est prévenu que plusieurs onglets/feuilles de calcul sont à compléter.**

## **10.2. Modalités de retrait des documents de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur utilise le profil d'acheteur dénommé PLACE hébergé à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation.

Les candidats qui téléchargent le dossier de consultation sont invités à laisser leurs coordonnées sur la plate-forme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) afin de pouvoir être informés des questions/réponses des candidats et des éventuelles modifications du dossier de consultation. Les documents de la consultation sont accessibles gratuitement et uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

L'inscription sur la plate-forme n'est pas obligatoire, toutefois elle est fortement recommandée afin de recevoir toutes les informations complémentaires concernant cette consultation (rectifications, réponses aux questions).



### **10.3. Modalités de transmission des offres**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté. Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le lot unique doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique.

Les soumissionnaires trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque soumissionnaire. Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, .dwg ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

#### **Horodatage**

Les plis (offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

#### **Copie de sauvegarde**



En application du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022, le soumissionnaire peut adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres. Le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- ➔ « Copie de sauvegarde » ;
- ➔ Intitulé de la consultation ;
- ➔ Nom ou dénomination du soumissionnaire.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- ➔ en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique ;
- ➔ en cas d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite. Le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en mains propres contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Stephane.le-bechenec@loir-et-cher.gouv.fr

4 rue du 18 juin 1940 - 41000 BLOIS

Tél : 02 54 81 55 32 - Mobile : 06 02 17 70 82

### **Antivirus**

Le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

### **10.4. Date et heure de réception des plis**

Les plis devront être transmis au plus tard **le lundi 6 avril 2026 12h00 (heure de Paris)**. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

### **10.5. Demandes de renseignements complémentaires**

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile (au plus tard **8 jours** avant la date limite de réception des offres) sont transmises aux candidats dont la candidature a été retenue au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

**IMPORTANT : Hors du cadre de la plate-forme d'achat PLACE, aucune question ne sera traitée directement par téléphone, courriel ou courrier.**

## 10.6. Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

**Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.**

Les candidats devront répondre sur la base du **dernier dossier modifié**. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis son offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des offres.

## 10.7. Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie **6 jours** avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

## 10.8. Visite sur site

Le candidat est informé qu'une **visite obligatoire** des lieux objet du présent marché est organisée avant la remise des offres. Cette visite a pour but de permettre au candidat de prendre connaissance des conditions réelles d'exécution du marché. La participation à cette visite est impérative et conditionne la recevabilité de l'offre. À l'issue de la visite, un document justificatif de présence, signé par le représentant de la personne publique, sera remis à chaque candidat ayant participé. Aucune offre présentée par un candidat n'ayant pas justifié de sa participation à cette visite ne sera prise en considération.

Les visites auront lieu le :

**Mardi 17 Février 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 14 Février 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 03 Mars 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 10 Mars 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 17 Mars 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 24 Mars 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

**Mardi 31 Mars 2026 à 10h00 précise (heure de Paris).**

Les candidats devront se présenter au 4 rue du 18 juin 1940 - 41000 BLOIS

Tél : 02 54 81 55 32 - Mobile : 06 02 17 70 82

## ARTICLE 11 - CONTENU DES CANDIDATURES

*Les articles L2142-1, R2143-3 à R2143-12 et R2343-7 du Code de la commande publique s'appliquent.*

### 11.1. Motifs d'exclusion

*Conformément aux dispositions des articles L 2141-1 à L 2141-11 du CCP, sont exclues de la procédure de passation les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner.*

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe l'acheteur sans délai. En cas d'interdiction de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur (articles L 2141-7 à L 2141-11 du CCP), sur demande de l'acheteur, l'opérateur économique apporte tous les éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son

professionnalisme et sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

En application des dispositions de l'article R 2144-4 du CCP, l'acheteur ne peut exiger que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

### 11.2. Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché selon l'article R2142-4 du Code de la commande publique. Si le candidat postule sur plusieurs prestations, il peut remettre un dossier de candidature unique à condition de présenter ses capacités professionnelles, techniques et financières, et ce par prestations.

### 11.3. Groupement d'opérateurs économiques

*Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.*

#### → Conditions de participation : groupement d'entreprises

*Dans le cadre de la consultation, conformément à l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :*

- *en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;*
- *en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.*

*Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.*

#### → Forme du groupement :

*La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.*

#### → Pièces exigées pour la candidature :

Documents	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	- Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (disponible dans le dossier de consultation) - Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement
Déclaration du candidat (DC2)	- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (disponible dans le dossier de consultation) - le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement
Document Unique de Marché Européen (DUME)	- En lieu et place des DC1 et DC2 sus-mentionnés, il est possible de présenter le formulaire DUME accessible : <ul style="list-style-type: none"><li>• depuis le service exposé de PLACE</li><li>• depuis l'adresse URL suivante : <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr">https://dume.chorus-pro.gouv.fr</a></li></ul> Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) du formulaire sont à renseigner. - Un DUME par co-traitant.
Capacité économique et financière	

Chiffres d'affaires	- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles -Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Références travaux	- Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des 3 dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
Qualifications Certifications	RGE Reconnu Garant de l'Environnement. QualiPAC module chauffage et ECS ou équivalent
Effectifs	- Indication des titres d'études et professionnels du candidat et des cadres de l'entreprise.

#### 11.4. Précisions concernant la sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Le DC4 doit être dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

### ARTICLE 12 - EXAMEN DES CANDIDATURES

*Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.*

*Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.*

*L'examen des candidatures se fait au travers :*

- ➔ des connaissances techniques ;
- ➔ des références relatives à travaux de même nature et d'ampleur équivalente ;
- ➔ de la qualification du personnel.

*Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.*

*L'acheteur peut, dans les conditions prévues à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, permettre une régularisation des candidatures.*

Les candidats sont informés que l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

## ARTICLE 13 - EXAMEN DES OFFRES

Dans le cadre de l'élaboration d'un dossier « offre », tous les fichiers tableurs devront être transmis en format modifiable (type EXCEL ou CALC).

L'offre du candidat doit obligatoirement comporter les pièces suivantes :

Documents à l'appui de l'offre	Descriptif des attendus
<b>L'acte d'engagement (AE)</b>	- Document joint au dossier de consultation et à compléter - Transmission au format PDF.
<b>Déclaration de sous-traitance (DC4)</b>	- Le cas échéant, le candidat pourra remettre les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants (DC4) en annexe à l'acte d'engagement.
<b>Annexe financière à l'acte d'engagement :</b> - Annexes : Bordereau des prix	- Le Bordereau de prix est joint au dossier de consultation. - <b>Il est à compléter exhaustivement.</b> - Il est recommandé la transmission d'une version modifiable (de type excel ou calc) afin de faciliter l'analyse des offres <b>et</b> la transmission d'une version non modifiable de type PDF. - Ce document doit être complété pour l'ensemble du dossier auquel le candidat soumissionne et pour chaque onglet.
<b>Le cadre de mémoire technique (CRT)</b>	- Dans son cadre de mémoire technique, le candidat révèle sa compréhension exhaustive des stipulations du marché et sa capacité d'y satisfaire. Variante et offre de base, doivent être clairement identifiées par le candidat  → A cette fin, il transmettra sa réponse technique en complétant le cadre de mémoire technique joint, en respectant le fond et la forme. → Le cadre de mémoire technique se doit de répondre aux éléments spécifiés dans les critères d'attribution. Le nombre de pages préconisé maximum est de <b>20 pages</b> .
<b>Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent</b>	Document au format PDF
<b>La signature des documents n'est pas demandée au stade de la remise des offres</b>	

## ARTICLE 14 - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles L 2152-5 à L 2152-8 et R 2151-6 à R 2151-13 du CCP.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées conformément à l'article L.2152-1 du code de la commande publique. Sont éliminées de la présente consultation sans être classées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- **inappropriée** : une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- **irrégulière** : une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;

- **inacceptable** : une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres. L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Sous cette réserve, et après première analyse des offres sur la base des critères pondérés d'attribution du marché ci-après énumérés, l'acheteur engagera des négociations avec les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses, jugées telles sur la base de ces critères. Les prix, les matériaux, les délais proposés feront l'objet d'une négociation.

Pour chaque lot considéré et sauf si le nombre des candidats n'est pas suffisant, le nombre de candidats admis à négocier est fixé à trois.

#### 14.1. Critères d'attribution

L'examen des offres se fait au travers des trois critères suivants :

Critères	Pondération
Critère n°1 – Valeur financière de l'offre	60%
Critère n°2 – Délais – planning de réalisation	20%
Critère n°3 – Valeur technique de l'offre	10%
Critère n°4 – Valeur environnementale de l'offre	10%

#### 14.2. Méthode de notation des offres

Les sous-critères suivants seront évalués de la manière suivante :

- Note 0 : absence d'informations permettant d'évaluer le sous-critère
- Note 1 : très insuffisant
- Note 2 : insuffisant
- Note 3 : moyen
- Note 4 : satisfaisant
- Note 5 : très satisfaisant

Si besoin cette notation sera assortie de demi-points.

- **Valeur financière (pondération 60%)**

Valeur financière de l'offre	Pondération
Prix forfaitaire proposé par le candidat	60%

- **Délais (pondération 20%)**

Délais	Pondération
Délai d'exécution des prestations – proposition de planning nombre de personnes défini pour l'opération Possibilité de renforcement des équipes si nécessaire	20%

- **Valeur technique (pondération 10 %)**



Valeur technique de l'offre	Pondération
<b>Sous-critère n° 1 - Organisation des moyens humains</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Programme prévisionnel d'exécution des travaux en présentant un planning et les phases prévues ;</li> <li>Encadrement du chantier : désignation des encadrants avec CV précisant notamment leurs expériences (conducteur, assistant du conducteur, chef de chantier, chef d'équipe..) prévision du nombre de jour conducteur + nombre de jours chef de chantier rapporté à la durée du chantier.</li> </ul>	4 %
<b>Sous-critère n° 2 – Organisation des moyens techniques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Installations de chantier.</li> </ul>	4 %
<b>Sous-critère n° 3 – Qualité des procédés à mettre en œuvre pendant le chantier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Principales dispositions d'organisation mise en œuvre pour assurer la protection contre les nuisances sonores et le respect de l'environnement de travail en site occupé.</li> </ul>	2 %

- Valeur environnementale de l'offre (pondération 10%)**

Considérations sociales de l'offre	Pondération
<ul style="list-style-type: none"> <li>Actions pour pallier aux difficultés que rencontrent les publics éloignés de l'emploi ((apprentissage, stage, formation, CDI, CDD).</li> <li>Promouvoir l'emploi et mettre en place des actions en faveur des jeunes en décrochage scolaire.</li> </ul>	5%
Considérations environnementales de l'offre	Pondération
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures de compensation des émissions carbone proposées dans l'exécution des prestations (regroupement de trajets des employés ou utilisation d'un véhicule à faible émission de CO2)</li> <li>Dans le choix des produits de construction, la maîtrise d'ouvrage privilégiera les produits sans liants à base de formaldéhyde pour panneaux à base de bois et produits d'isolation</li> </ul>	5%

- Note finale**

La note finale de l'offre sera obtenue en ajoutant la note du critère « valeur technique » pondérée à hauteur de **10 %**, celle du critère « prix » pondérée à hauteur de **60 %**, celle du critère « délais » pondérée à **20 %** et celle du « critère social et environnemental » pondérée à hauteur de **10 %**. Le marché sera attribué au candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée. En cas d'égalité de notes finales de deux candidats, le mieux noté au critère « prix de la prestation » sera classé en meilleure position.

- Durée de validité des offres**

La durée de validité des offres est fixée à **90 jours** à compter de la date de remise des offres.

## ARTICLE 15 - TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément aux articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 dans le cas où les offres des candidats paraîtraient anormalement basses, ces derniers devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

## ARTICLE 16 - MODALITE DE TRANSMISSION DES PLIS



Les plis devront être reçus au plus tard aux dates et heure limites indiquées en **page de garde du présent document**. Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Les candidats sont informés que le temps nécessaire au dépôt des dossiers sur le site peut varier notablement en fonction de l'état du réseau et du volume du fichier concerné. Seule l'heure de fin de transmission du dossier sur la plateforme étant prise en compte, les candidats sont invités à prendre toute précaution utile en terme de délai pour que leurs dossiers, notamment ceux particulièrement volumineux, soient déposés sur la plateforme dans les délais.

## ARTICLE 17 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation. Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du Code de la commande publique.

### 17.1. Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- ➔ directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administrées par un organisme officiel
- ➔ d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Documents	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoirs	Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si le signataire n'est pas le représentant légal de la société
Assurance RC	Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité

Assurance Décennale	Attestation d'assurance responsabilité décennale en cours de validité
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 11 salariés
Copie du ou des jugements prononcés dans le cadre de redressement judiciaire	En cas de redressement judiciaire ou procédure équivalente régie par un droit étranger

### 17.3. Signature du marché

La signature n'est pas obligatoire lors du dépôt de l'offre sur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11). Le SGCD41 invitera éventuellement l'attributaire à lui retourner, dans un délai de huit jours francs, l'original de l'acte d'engagement signé par la personne dûment habilitée à engager la société, de manière manuscrite ou électronique. En cas de dépassement de ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après. Tout défaut de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Dans le cas d'une signature électronique, celle-ci doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE".

## ARTICLE 18 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

## ARTICLE 19 - MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature électronique,
- à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
- la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne :

<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires. Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

## **ARTICLE 20 - UNITE MONETAIRE**

L'unité monétaire est l'euro.

## ARTICLE 21 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr> ou adressés par courrier à :

### **Tribunal Administratif d'Orléans**

28 rue de la Bretonnerie

45057 Orléans Cedex 1

Tél : 02 38 77 59 00 - Fax : 02 38 53 85 16

[greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

<http://orleans.tribunal-administratif.fr>

## ARTICLE 22 – NOTIFICATION

A la date de publication du présent appel d'offre, le budget 2026 est ouvert en mode "services votés".

La date prévisionnelle de notification d'attribution du marché est prévue du mardi 28 avril au lundi 11 mai 2026.

Dans ce cadre, il est demandé à l'acheteur de **limiter les dépenses au strict nécessaire à la continuité du service public**, afin de préserver les marges d'action du Gouvernement et les orientations à prendre dans la future loi de finances.

Aussi, l'acheteur ne peut pas engager de nouveaux travaux, hormis ceux visant à préserver l'intégrité et la sécurité des locaux.

Toutes prolongations de la date de notification aura pour effet de modifier les délais d'exécutions, la date de validité des offres sans conséquence financière pour l'acheteur et sans préjudice du signataire.